



Rebonds

Faire croire que les radars sont responsables de l'amélioration routière relève de la manipulation politique.

Le mal français du «radarisme»

Par Jean-Gustave PADIOLEAU

QUOTIDIEN : Mardi 4 juillet 2006 - 06:00

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/191076.FR.php>

Par Jean-Gustave Padioleau professeur à Paris-Dauphine.

Selon les porte-parole officiels, *«les trois quarts de la baisse des accidents sont attribuables à la mise en place du contrôle automatisé»*. Cette *ol*anationale tranche avec la modestie de pays voisins qui se gardent bien d'établir un lien de cause à effet entre les *speed cameras* et les performances de leur sécurité routière. L'efficacité attribuée au «radarisme» hexagonal provient d'une multitude de causes : rudesse du permis à points, transformation des modes de conduite, progrès de la sécurité des véhicules, aménagement d'infrastructures routières, dynamisme de la surveillance des gendarmes et de la police. Peu importe les performances réelles. Faire croire en l'efficacité du radarisme est essentiel. Croire à l'efficacité entretient chez les citoyens la peur d'être flashés. Cette croyance soulage l'exaspération des infracteurs qui, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, perçoivent dans les radars une nuisance efficiente pour faire le bien. Faire croire au radarisme efficace justifie par avance la croissance des dépenses de fonctionnement et le nombre des radars. Enfin, le secret de Polichinelle étant levé par la dernière loi de finances, le radarisme devient officiellement un levier de ressources, soumis à des obligations de résultats pour alimenter le budget de l'Etat.

Cette stratégie du «faire croire» et du rendement fiscal invite à gommer les stigmates de «criminels» ou de «délinquants» projetés jusque-là sur les conducteurs. Plus encore, la nouvelle propagande transforme le radarisme en service public. A lire les «experts scientifiques» du pouvoir, les automobilistes deviendraient des «consommateurs», des «clients» de radars, lesquels pourraient en retour exiger des services de qualité PV certifiés «zéro défaut» ou «d'en avoir pour leur argent» ouverture de nouvelles routes.

Le gouvernement du «faire croire» nécessite des croyances au-dessus de tout soupçon. Faire croire au radarisme exige de contrôler les débats publics, de bannir les enquêtes contradictoires d'évaluations, de tenir sous influence les médias... Néanmoins, le gouvernement du «faire croire» n'échappe pas aux ruses et aux pesanteurs de la réalité. Récemment, *Auto-Plus*, *le Parisien*, *Marianne* ont diffusé les constats tenus secrets depuis juillet 2005 établis par une *«mission d'évaluation du contrôle sanction automatique»*(1). Quatre

inspections générales (Intérieur, Equipement, Finances, Justice) y font visiter le *back office* des marchés publics des radars, des «boîtes noires» du traitement des flashes. L'abondance des dérapages et des dérèglements dans les arrières-cuisines précipite le dogme du bon radarisme dans une ère de soupçon et mine l'autorité de l'Etat. Plus grave, les excès d'arbitraires du radarisme contraignent de bons citoyens à de drôles de conduite : les trafics de points et une économie souterraine de faux papiers se développent. Les effectifs de sans permis et l'exaspération des citoyens laissent entrevoir une régularisation et un assouplissement du permis à points. Un radarisme prospère nécessite des flux de «clients», de «consommateurs» loyaux et fidèles, un volume optimal de contraventions. Assouplir le permis à points permet de remettre sur les routes des «clients» potentiels. L'Etat sarkozyste connaît par coeur les jeux de manipulation offerts par le radarisme. Au Carrousel du Louvre, à l'approche d'échéances électorales, le ministre de l'Intérieur a encouragé les préfets à suspendre les contrôles «pièges». Cet opportunisme, au vu de tous, sape l'autorité de la loi républicaine. Dans les pays nordiques élus, experts et citoyens surveillent et contrôlent de près les politiques de sécurité routière. Notre parlement ne devrait-il pas suivre cet exemple et rendre les radars aux citoyens ?

Dernier ouvrage paru : *la Société du radar : l'Etat sarkozyste au Kärcher*, L'Harmattan, 2006.

(1)www.l-os.com